

L'ENQUÊTE ÉLECTORALE FRANÇAISE : COMPRENDRE 2017



LA NOTE / #23 / vague 5

Juillet 2016

QUI SONT LES « DÉCROCHEURS » DU VOTE HOLLANDE ?

La décision du Parti socialiste d'organiser en janvier 2017 une primaire ouverte à « la gauche de gouvernement » pour désigner le ou la candidate à l'élection présidentielle intervient à un moment où le président de la République fait face à une perte de légitimité au sein de son propre camp et doit affronter une désaffection de plus en plus grande et certaine de son électorat de 2012. Contrairement à une idée reçue, ce ne sont pas seulement les électeurs de la classe moyenne qui décrochent du vote Hollande, mais l'ensemble des segments du corps électoral, quel que soit l'origine sociale, le niveau d'éducation ou l'âge. Même si l'ampleur du décrochage fait d'une certaine manière écho au sort des derniers présidents sortants vis-à-vis de leur électorat, il n'en reste pas moins que François Hollande est confronté à une véritable défiance électorale et, à une contestation politique au sein de la gauche.

Méthodologie : Traitement des vagues 1 à 5 de l'Enquête électorale française réalisée entre novembre 2015 et juin 2016 auprès d'un panel de répondants issus d'un échantillon représentatif de la population française selon la méthode des quotas.

Martial Foucault

L'élection présidentielle est un long processus où candidats, partis politiques et leaders d'opinion aiguisent leurs arguments, jaugent les forces en présence, évaluent les adversaires et échafaudent les thèmes de campagne susceptibles d'attirer l'attention des électeurs. À moins d'un an de l'échéance présidentielle, l'incertitude est de mise pour les candidats des deux principales forces politiques. À droite, si la primaire donne aujourd'hui une avance à la baisse pour l'ancien Premier ministre Alain Juppé (38% de suffrages favorables contre 30% pour Nicolas Sarkozy selon la dernière enquête électorale CEVIPOF-IPSOS de juin 2016), il est difficile de savoir face à quel adversaire du Parti socialiste le candidat des Républicains sera opposé. Dans la tradition et l'esprit des institutions de la V^e République, le président sortant devrait naturellement être le candidat légitime. Pourquoi une telle lecture semble-t-elle aujourd'hui fragilisée ?

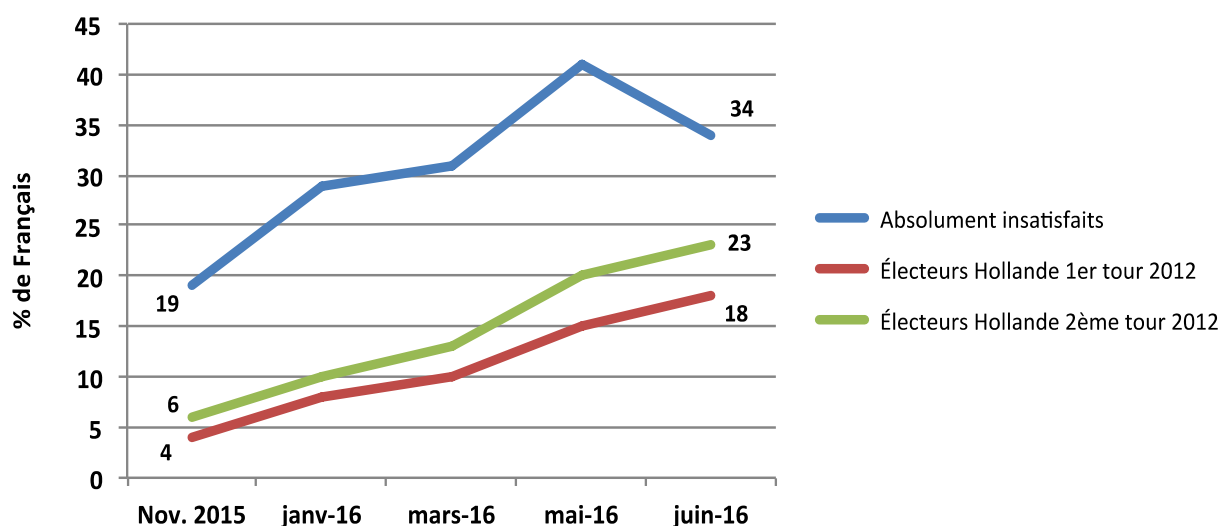
I- Un président en difficulté

Avant tout, François Hollande doit combattre une loi empirique qui s'est imposée depuis 1965, date de la première élection présidentielle au suffrage universel : « tous les présidents sortants, hors cohabitation, ont été battus ». François Hollande suivra-t-il le destin de Valéry Giscard d'Estaing et Nicolas Sarkozy ? Véritable loi d'airain avec lequel le président sortant devra composer et dont il devra surtout s'affranchir pour ne pas tomber dans le piège d'une rhétorique maintes fois entendue d'un président sortant appelant les Français à lui accorder leur confiance

pour prolonger, approfondir une orientation politique engagée depuis 2012. Car c'est précisément sur ce terrain de l'action publique au plan national que les Français jugent sévèrement François Hollande.

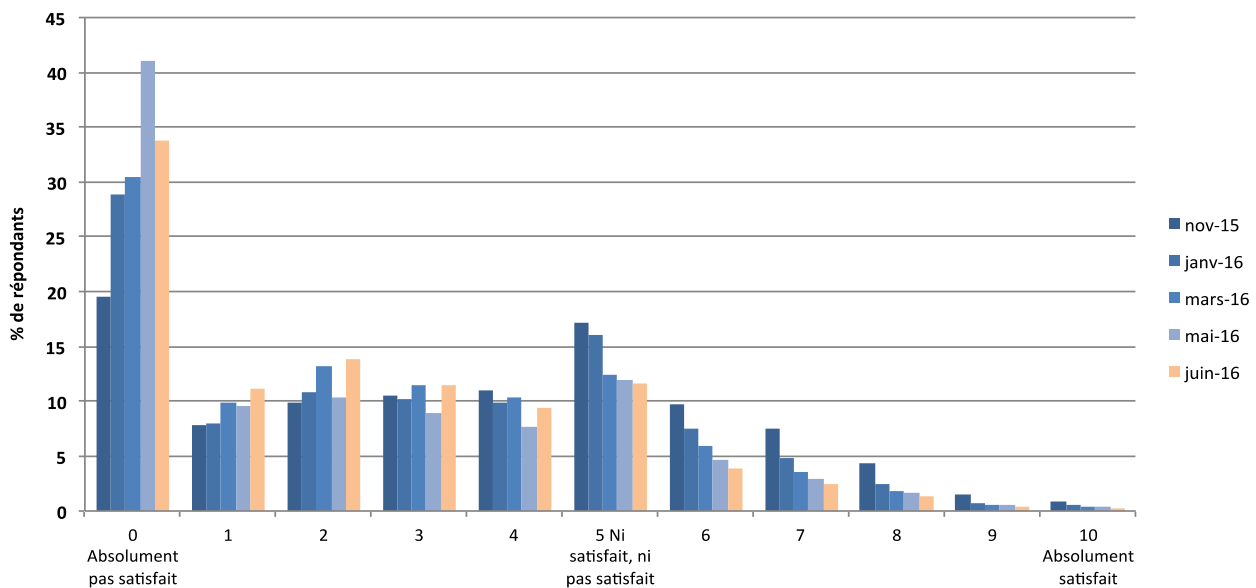
Au-delà de la popularité présidentielle, indicateur souvent fourre-tout - rappelons que François Mitterrand était lui aussi un président jugé extrêmement impopulaire tout en étant crédité de 26% d'opinions favorables en octobre 1991, c'est la satisfaction de l'action présidentielle qui sert d'avertissement du potentiel électoral de François Hollande s'il devait se déclarer candidat. À la question posée depuis novembre 2015 : « D'une manière générale, êtes-vous satisfait(e) ou pas de l'action du président de la République François Hollande ? », l'enquête du CEVIPOF révèle que 45% des Français interrogés se déclarent absolument insatisfaits de l'action du président. Au-delà de ce niveau déjà élevé, c'est l'accélération du rejet présidentiel qui témoigne de la difficulté pour François Hollande d'engager une dynamique de campagne (graphique 1). En l'espace de six mois, les Français sont deux fois plus nombreux (19% en janvier 2015 contre 41% en mai 2016) à juger sévèrement son action. L'inversion de la tendance est toutefois amorcée depuis juin 2016 (recul de 7 points du nombre de personnes totalement insatisfaites) mais masque davantage une insatisfaction modérée (voir graphique 2) plutôt qu'une satisfaction retrouvée. Plus inquiétant, seuls 2,5% des Français accordent un satisfecit total à l'endroit de l'action du locataire de l'Élysée.

Graphique 1 : Satisfaction vis-à-vis de l'action du président de la République (en %)
Source : Enquête électorale française ENEF 2017, CEVIPOF, vagues 1 à 5



Cette mesure de l'insatisfaction présidentielle est construite à l'aide d'un indice de 10 points où 0 signifie « totalement insatisfait » et 10 « totalement satisfait ». En regardant de plus près l'évolution de cet indicateur (graphique 2), il ressort une forte polarisation des Français autour de l'action de François Hollande. En effet, seul 10% de l'électorat français (contre 17% en novembre 2015) adopte une position médiane (ni satisfait, ni insatisfait) confirmant ainsi que l'indifférence s'érode au fil des mois laissant place à une insatisfaction de plus en plus résiliente (70% des Français ont répondu 3 ou moins sur cette échelle de satisfaction). L'opinion des Français se polarise donc autour d'un groupe d'électeurs globalement insatisfaits (70%), d'indifférents pouvant facilement changer d'avis (25%) et de partisans satisfaits (5%).

Graphique 2 : Niveau de satisfaction vis-à-vis de l'action du président de la République (en %)
 Source : Enquête électorale française ENEF 2017, CEVIPOF, vagues 1 à 5



Malgré les récentes déclarations du président affirmant que « la France va mieux », confirmées par deux mois consécutifs de recul du chômage, d'un regain de l'investissement productif et d'une légère amélioration des comptes publics, les Français ne perçoivent pas dans leur quotidien les signes tangibles de tels progrès. Au contraire, et c'est sans doute là où le bât blesse, le temps politique semble s'être totalement désarticulé du temps de l'action publique. De telle sorte que l'attribution de la responsabilité d'une amélioration du climat économique ne pourra être portée au seul crédit de François Hollande dans les prochains mois.

L'ampleur de ce phénomène de rejet trouve sa racine certes dans l'exigence démocratique d'un peuple français de plus en plus défiant vis-à-vis du fonctionnement de la démocratie représentative mais aussi éprouvant une vraie fatigue ou un désenchantement de l'action politique. Contrairement à Nicolas Sarkozy qui avait dû combattre à la fin de son quinquennat un rejet de son image de président, François Hollande reste aujourd'hui apprécié par son honnêteté, sa sympathie, son empathie et sa proximité avec les Français. En revanche, il continue de pâtir d'un manque de crédibilité et d'efficacité dans ses choix économiques et sociaux. Le débat sur la loi travail illustre le fossé qui s'est aujourd'hui creusé au sein de l'électorat de gauche voire du centre qui avait respectivement soutenu aux premier (28,6%) et second (51,6%) tours François Hollande en mai 2012.

Face à cette insatisfaction devenue récurrente pour l'exécutif, intéressons-nous aux conditions politiques d'une stratégie de candidature de François Hollande pour mieux comprendre l'ampleur du déficit de voix à gauche auquel est désormais confronté le locataire de l'Élysée. En effet, si l'élection présidentielle avait lieu dimanche prochain, seuls 14% des Français voteraient pour le président sortant au 1^{er} tour. C'est donc une perte sèche de 14,5 points par rapport à 2012. Autrement dit, plus de la moitié du socle électoral de François Hollande envisage aujourd'hui un autre candidat. Conformément à l'idée d'une droitisation en marche de l'électorat français, les soutiens de François Hollande manifestent un intérêt marqué pour la candidature d'Alain Juppé mais aussi celle de Jean-Luc Mélenchon. En effet, parmi 100 électeurs de François Hollande au 1^{er} tour de 2012, 33 maintiendraient leur vote pour le président sortant, 17 pour Alain Juppé (ou 2 pour Nicolas Sarkozy en cas de victoire de ce dernier à la primaire), 11 pour Jean-Luc Mélenchon, 6 pour Marine Le Pen et 23 s'abstiendraient ou voteraient blanc. En résumé, les décrocheurs de François Hollande trouvent donc refuge, de manière équilibrée, au sein du bloc des droites (24,4%) et de l'abstention (23,6%) et ensuite au sein du bloc des gauches (18,4%).

Tableau 1 : Intentions de vote (en %) au 1er tour de la présidentielle 2017 parmi les électeurs de François Hollande au 1er tour 2012
 Source : CEVIPOF, Enquête électorale française 2017, Vague 4 (mai 2016)

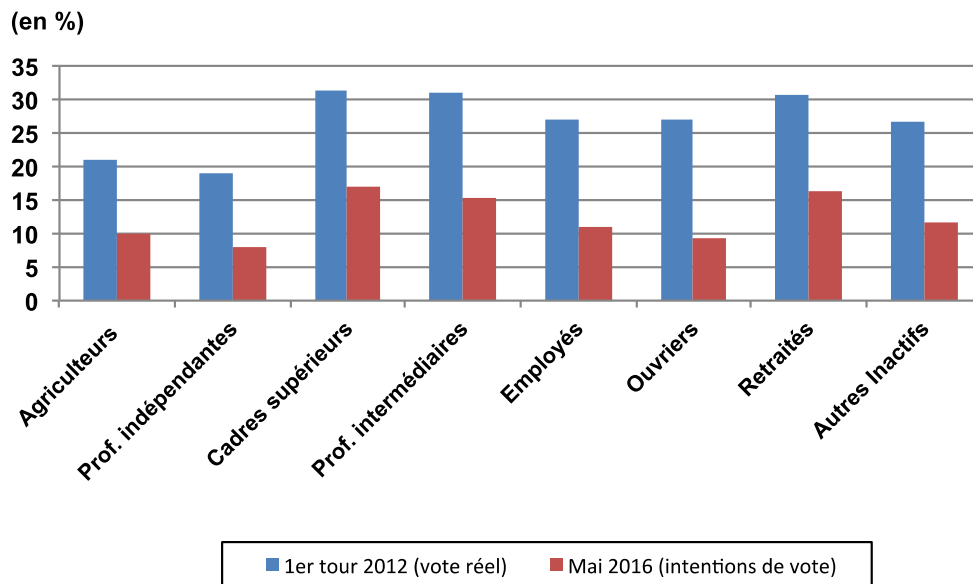
	1er tour 2012	2ème tour 2012
N. Arthaud	1,5	2,0
P. Poutou	1,7	2,8
J.-L. Mélenchon	11,3	17,7
C. Duflot	3,9	5,1
F. Hollande	33,6	23,0
A. Juppé	17,0	16,2
N. Dupont-Aignan	1,2	1,8
M. Le Pen	6,1	8,2
Abstention	23,6	23,1
Autres	0,1	0,1

Lecture : Si l'élection avait lieu dimanche prochain (mai 2016), 33,6% des électeurs de François Hollande au 1^{er} tour de 2012 voteraient pour lui.

II- Qui sont ces décrocheurs ?

Derrière ces tendances lourdes, se dessine plus finement une sociologie électorale des décrocheurs du vote Hollande. En premier lieu, et dans la continuité des élections européennes de 2014 ou des élections régionales de 2015, le Parti socialiste fait face à un exode du vote des ouvriers (- 66%), des employés (- 59%) et des professions intermédiaires (- 50%). Sans surprise, cette désaffection souligne l'échec du président et de son gouvernement à incarner une gauche protectrice, sur le plan social ou fiscal, des catégories les plus fragilisées par la crise économique. Plus surprenant encore est le déplacement du vote des fonctionnaires vers la droite et l'extrême droite. Alors que François Hollande captait en 2012 en moyenne 35% d'électeurs appartenant au corps de la fonction publique (État, territoriale et hospitalière), seuls 16% d'entre eux envisageraient de reconduire leur vote en 2017 pour le candidat socialiste. Cela signifie que parmi les 5,5 millions de fonctionnaires en France, 19% d'entre eux ont aujourd'hui décroché du vote Hollande pour se laisser convaincre par l'offre des Républicains (+ 9%) ou du Front national (+ 10%).

Graphique 3 : Intentions de vote (en %) au 1er tour de la présidentielle 2017 parmi les électeurs de François Hollande au 1er tour 2012
 Source : CEVIPOF, Enquête électorale française 2017, Vague 4 (mai 2016)



En second lieu, si François Hollande avait réussi en 2012 à attirer un électorat de cadres, doté d'un capital éducatif élevé et résidant majoritairement dans des zones urbaines, ce socle électoral a grandement fondu de telle sorte que seuls 17% des cadres (contre 31% en 2012) restent toujours convaincus par la candidature du président de la République. Par ailleurs, on observe un changement significatif de l'attitude politique des Français diplômés (niveau Bac +3 et supérieur) puisque là encore ils sont deux fois moins nombreux (30% contre 15% en 2017) à soutenir François Hollande. En ayant défini l'éducation comme l'un des chantiers prioritaires de son quinquennat, le locataire de l'Élysée n'a pas réussi à capitaliser des gains électoraux auprès des jeunes diplômés, ni même à empêcher la désaffection des enseignants sur sa candidature. Finalement, un véritable clivage générationnel se dessine dans le vote Hollande qui continue de bénéficier d'un réel soutien des personnes de plus de 55 ans mais perd plus de la moitié de son électorat de 2012 parmi les jeunes de moins de 24 ans. Pis encore, les personnes qui auront l'âge de voter pour la première fois en 2017, dites primo-votants, n'accordent leur confiance à François Hollande que pour 9% d'entre eux (contre 16,6% pour Jean-Luc Mélenchon, 28% pour Alain Juppé et 32,7% pour Marine Le Pen).

En dernier lieu, la question religieuse a toujours agi comme un marqueur très robuste des choix électoraux des Français par l'observation empirique d'un vote massif à droite pour les catholiques pratiquants et un vote à gauche pour les personnes sans religion. En 2017, un tel clivage ne paraît pas être remis en cause bien que François Hollande ait perdu la moitié de ses soutiens parmi les personnes athées et un quart de son électorat catholique. Particularité du vote à gauche, le vote des Français musulmans est traditionnellement acquis au Parti socialiste. En 2012, plus d'un Français musulman sur deux s'était porté sur le candidat socialiste. Aujourd'hui, le vote musulman ne représente qu'une part minoritaire du vote Hollande (17%) aux dépens de Jean-Luc Mélenchon (36%) et d'Alain Juppé (30%). Les débats sur la famille lors du vote du mariage pour tous et la récente discussion parlementaire sur la déchéance de nationalité ont clairement contribué à la fois à une nouvelle répartition de ce vote au sein de la gauche et à une percée pour le candidat des Républicains.

Conclusion

François Hollande sera-t-il candidat à sa propre succession ? S'il est encore trop tôt pour y répondre, il ne fait nul doute que le président sortant n'aura d'autre choix que de reconquérir pour partie ces décrocheurs. Au-delà d'une simple arithmétique électorale qui consisterait à remobiliser plus de la moitié de ses soutiens de 2012, François Hollande fait face à un défi politique de taille, celui d'incarner une gauche de progrès social, réformatrice et redistributrice. À défaut d'avoir su faire preuve de pédagogie tout au long de son quinquennat, François Hollande peut-il, tel Sisyphe sur son rocher, ré-enchanter un électorat orphelin d'un leader politique portant les valeurs cardinales de la gauche ?

L'auteur

Martial Foucault
Professeur des universités
Directeur du CEVIPOF
martial.foucault@sciencespo.fr

Édition

Madani Cheurfa / Odile Gaultier-Voituriez

Réalisation

Marilyn Augé

L'Enquête électorale française

Le Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) est le laboratoire de référence pour l'étude des attitudes politiques et l'analyse du comportement électoral. De novembre 2015 à juin 2017, le CEVIPOF déploie un dispositif inédit de recherche et notamment l'Enquête électorale française dans la perspective de l'élection présidentielle de 2017.

En partenariat avec IPSOS et *Le Monde*, un panel de 25 000 Français, un autre de 1 000 jeunes de 16 à 18 ans et un dernier de 2 500 personnes non inscrites sur les listes électorales, sont interrogés 16 fois durant vingt mois.

L'Enquête électorale française, à l'instar des recherches conduites précédemment aux États-Unis, au Canada ou au Royaume-Uni, répond à quatre grandes questions :

> Quels sont les facteurs individuels et contextuels susceptibles d'ancrer un choix électoral ?

> Les variables dites lourdes (socio-démographie, religion et patrimoine) suffisent-elles à expliquer les choix électoraux ? Qu'en est-il des ressorts psychologiques du vote (émotions et personnalité) ?

> Quelle est l'influence des changements personnels, familiaux, professionnels ou encore géographiques sur le vote ?

> Enfin, quelles sont les formes de mobilisation politique des primo-votants ?

Pour ces recherches menées dans le cadre de l'Enquête électorale française, le CEVIPOF bénéficie du soutien du ministère de l'Intérieur.



www.enef.fr

cevipof.2017@sciencespo.fr

www.cevipof.com